

hebdomadaire

n° 2958 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 84 71

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE

Ouvrière

Retraite

LA DÉTERMINATION FACE À L'OBSTINATION

En moins d'un mois, à trois reprises, de l'ordre de trois millions de salariés se sont mobilisés. Face à l'obstination du gouvernement, les salariés affirment leur détermination. Pour FO, il faut réussir le 12 octobre, journée de grèves et de manifestations décidée par les syndicats. Obtenir le retrait pour une autre réforme demeure l'objectif. Lire page 3

AGIR événements

Sécurité sociale: le projet de budget pour 2011 a été présenté par les ministres de la Santé et du Budget.

Lire page 5

Budget 2011: le gouvernement projette la France dans la rigueur.

Lire page 7

Espagne, Portugal, Allemagne... Dans tous les pays de l'Union européenne, un bras de fer est engagé entre les peuples et les marchés.

Lire page 8

Au sein des magasins Ed, FO se bat contre le passage des boutiques en location-gérance et la perte des acquis sociaux pour le personnel.

Lire page 9

**MAINTENANT,
QUELLES SUITES?**

Lire l'éditorial page 4

SAVOIR pratique

Spectaculaire revirement de jurisprudence de la Cour de cassation: même mis à disposition d'entreprises utilisatrices, les intérimaires pourront siéger dans les CHS-CT de leur entreprise de travail temporaire.

Lire page 13

DOSSIER en pages centrales

Dans son rapport annuel sur la Sécu, la Cour des comptes critique les allègements de cotisations sociales jugés coûteux et inefficaces. Elle estime que «priorité doit être donnée à la remise en cause des niches sociales».

MONTRER enquête

GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT: QUEL BILAN?
Il y a tout juste trois ans, le chef de l'État annonçait l'arrivée d'une révolution verte. Deux lois plus tard, le sommet a-t-il accouché d'une souris (verte)?

Lire page 17





L'éditorial de Jean-Claude Mailly

MAINTENANT, QUELLES SUITES?

Au-delà des déclarations gouvernementales qui veulent toujours afficher une décrue de la mobilisation, les manifestations du 2 octobre ont vu défiler sur l'ensemble du territoire autour de 3 millions de personnes. Ce qui signifie que l'on se situe dans les mêmes eaux que le 23 septembre, c'est-à-dire à des niveaux parmi les plus élevés, comme ce fut le cas en mars 2009, en 2006 ou en 2003. S'agissant d'un samedi, les manifestants aussi étaient différents: plus de personnes venues parfois avec leurs enfants.

On notera d'ailleurs avec un sourire la dialectique du secrétaire d'État à la fonction publique: les manifestants du 23 septembre ne sont pas venus le 2 octobre parce que le gouvernement les a convaincus; il faut donc maintenant convaincre ceux qui sont venus le samedi! Il fallait le trouver!

À noter également qu'à l'appel de leurs organisations étudiantes et lycéennes, les jeunes étaient présents et indiquaient qu'ils seraient encore plus nombreux le 12 octobre.

Pour autant, le samedi soir, le ministre ne bougeait toujours pas sur les points durs du projet gouvernemental (60 à 62 ans, 65 à 67 ans et la pénibilité). Quelques avancées ont lieu au Sénat (travailleurs handicapés, salariés victimes de l'amiante, chômeurs âgés), souvent à notre initiative. Pour autant, même si ce qui est pris n'est plus à prendre, nous voulons une autre réforme des retraites, nous avons fait des propositions et exigeons donc le retrait du projet actuel, car c'est toute sa logique qu'il faut remettre en cause.

Maintenant, quelles suites?

Ce dont nous sommes convaincus c'est que les pouvoirs publics ne reculeront que si le rapport de force est suffisant, c'est ce qui peut les inquiéter en quelque sorte.

On peut retourner la situation dans tous les sens, mais l'expérience nous conduit à dire que deux modalités peuvent être efficaces: Des manifestations importantes et croissantes, ce qui suppose notamment, comme en 2006, la présence des jeunes. Ce n'est pas à nous de les appeler, ce sont d'ailleurs leurs organisations qui le font. Et rien ne dit, *a priori*, qu'ils seront nombreux.

Et nous n'avons pas de leçon à recevoir de ceux qui ont créé une organisation étudiante (la Confédération étudiante). Nous travaillons, nous, avec celles qui existent et que se sont choisies les jeunes, lycéens ou étudiants. Nous avons aussi, par exemple, des relations anciennes et dans l'indépendance réciproque avec le syndicat lycéen FIDL.

Si les manifestations ne suffisent pas, alors la responsabilité des confédérations est de lancer un appel unitaire (pour que ce soit efficace) à vingt-quatre heures de grève interprofessionnelle. Si au soir de cette journée, on a le sentiment que pendant vingt-quatre heures le pays a été quelque peu bloqué, la donne est aussi différente pour le gouvernement. S'il ne répond pas, alors il appartient aux salariés, avec leurs syndicats dans l'unité d'action, de décider de poursuivre ou non le mouvement.

C'est ce que nous réaffirmerons dans les réunions entre syndicats. Nous maintiendrons notre ligne de conduite, tant sur nos revendications que sur nos propositions de modalités d'action, tout en poursuivant l'action commune qui demeure toujours un espoir pour les salariés.

Déterminés et pragmatiques, telle sera encore notre ligne de conduite.

S O M M A I R E

AGIR

Pages 3

7, 23, 2, 12...:

Il faut monter d'un cran.

Les femmes à la peine:

Le projet de M. Woerth compromet l'égalité salariale.

Page 4

Maintenant, quelles suites?
par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Sécurité sociale: Les assurés sociaux vont encore payer la note.

Hôpital de Verdun: Le personnel mobilisé contre un plan de rigueur.

Page 6

Panne salariale: Des augmentations au compte-gouttes.

Négociation de branche: Coup de tension dans la plasturgie.

Page 7

Finances publiques: Une rigueur budgétaire très sélective.

Défense: Privatisations coûteuses en vue.

Page 8

Europe: Deux logiques s'affrontent.

Focus: Écrasant succès de la grève générale en Espagne.

Page 9

Grande distribution: Conditions de travail hard discount chez Ed/Dia

Post-scriptum: Ont-ils oublié?, par Yves Veyrier.

SAVOIR

Page 13

Les droits:

Les intérimaires peuvent siéger au sein du CHS-CT de l'entreprise de travail temporaire!

Consommation:

Santé: payer plus, se soigner moins.

Page 14

Le chiffre de la semaine.

Les chiffres utiles.

Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Quand le travail tue:

Les grandes catastrophes minières et industrielles.

Voix de presse:

Retraites: Manifester, c'est se tromper.

Page 16

Une sélection de livres.

À voir:

Warhol dans les Pyrénées: au beau milieu de nulle part.

MONTRER

Pages 17 à 20

Bilan du Grenelle de l'Environnement (2/2): Des engagements peu durables.

DOSSIER

Pages 10 et 11

Sécurité sociale: Cour des comptes: haro sur les niches sociale.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schisselé (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par
01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 4^e trim. 2010
Commission paritaire : 0911S05818